

Michel SOULIE

REPUBLIQUE FRANÇAISE — DEPARTEMENT DE LA LOIRE

ÉLECTIONS LEGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

*DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION*

# RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE POUR UNE REPUBLIQUE MODERNE

## *ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,*

Les institutions de la IVe République n'étaient pas bonnes. Personne ne songe aujourd'hui à revenir à une Constitution qui organisait un « régime d'assemblée donc une dictature collective », comme le disait Edouard Herriot qui, dès 1946, en avait dénoncé les faiblesses et prévu les malheureuses conséquences.

Est-ce une raison pour vouloir fonder l'avenir de la France sur un régime qui ne repose que sur le prestige d'un homme ? Le système actuel risque d'aboutir soit au pouvoir personnel, soit au chaos de luttes indécises entre le Chef de l'Etat et le Parlement ; il est incapable de donner à notre pays les moyens de jouer son rôle dans un monde que bouleverse une immense révolution technique, économique, sociale et morale.

Dans le cadre de la Constitution actuelle, débarrassée d'une pratique qui gonfle exagérément les pouvoirs du Président de la République, il est possible d'établir **un gouvernement de législature** grâce à **un contrat** passé sur un programme précis entre une majorité et un gouvernement. Ce pacte assurera à la fois **la stabilité nécessaire** à toute politique constructive, **le contrôle** des élus du peuple, **le respect** de la volonté des électeurs.

Le programme portera d'abord sur **un plan économique et social,** car **la démocratie politique** est une duperie si elle ne s'accompagne pas de **la démocratie économique.** La planification doit être **souple,** éloignée de la bureaucratie tatillonne, **efficace, démocratique** et **décentralisée.** A tous les échelons, les organismes économiques et les centrales syndicales participeront à l'élaboration et à la réalisation du plan ; au sommet, les élus du peuple et les membres d'un conseil économique et social rénové l'adopteront et en contrôleront l'exécution.

**Notre région et notre ville ont le droit et le devoir d'être présentes dans cet effort de prospérité nationale. Entre autres réalisations urgentes, la construction du canal du Rhône au Rhin, essentielle pour le Centre et le Sud-Est et, plus près de nous, celle de l'autoroute de Firminy à Lyon sont des travaux indispensables. Il est indispensable aussi d'implanter de nouvelles usines et de construire sans relâche de nouveaux logements.**

**Mais l'expansion économique est une duperie si elle ne s'accompagne pas d'un effort de justice sociale.** Il est possible, sans démagogie ni gaspillage, d'assurer la permanence de l'emploi, de simplifier et de consolider la Sécurité Sociale, d'améliorer et d'étendre le régime des retraites et de poursuivre une politique efficace du logement. **L'indigence des vieillards et la survivance de taudis sont indignes d'un état moderne.**

**TOUT L'AVENIR DU PAYS DEPEND DE L'ENSEIGNEMENT.** La situation actuelle est intolérable : en se prolongeant, elle ravalerait la France au rang des nations en retard sur l'histoire. **Il faut, dans les quatre ans qui viennent, doubler les crédits, multiplier les constructions, adapter les programmes aux besoins du monde moderne, améliorer et étendre le recrutement en augmentant les traitements.** Il faut aussi démocratiser l'enseignement. **Aucun pays soucieux de son avenir et pénétré d'esprit démocratique ne peut accepter que les fils d'ouvriers et de paysans ne représentent que 3 % de l'effectif des Facultés.**

Où trouver l'argent nécessaire ? Une fiscalité honnête dégagera de nouvelles ressources. Surtout le budget doit être allégé de charges inutiles. **La politique de grandeur coûte cher et l'abandon d'une force de frappe purement nationale** permettra de faire l'économie de près de 1.500 milliards.

Car le rêve de la « France seule » est aujourd'hui un danger mortel. La France doit s'intégrer dans une Europe dont l'unité économique préfigure l'unité politique future. A cette Europe des peuples, la Grande-Bretagne s'unira un jour. Vouloir s'entêter dans la construction fragile et précaire d'une Europe des patries, c'est ruiner la chance majeure de notre temps.

Les tâches de la France de demain sont difficiles, mais aussi exaltantes. Pour les accomplir, une union nationale de façade, masquant mal des oppositions irréductibles, serait illusoire. Il faut au contraire, une union pour l'action sur un programme précis, sans exclusive, mais aussi sans équivoque, de tous ceux qui sont décidés à rompre avec le passé et à bâtir une démocratie économique et politique à la mesure du monde actuel.

**Contre le pouvoir personnel, destructeur des libertés du citoyen, contre le retour à un régime d'Assemblée paralysant et impuissant, le Rassemblement Démocratique veut rallier les bonnes volontés pour bâtir une République moderne. Pour ma part, fidèle à la tradition que m'a léguée mon père, Louis Soulié, qui fut pendant vingt ans maire de cette ville, dont je suis aujourd'hui conseiller municipal, je veux lutter pour que Saint-Etienne et sa région tiennent, dans la France rénovée, la place que leur assigne leur passé de travail et de lutte pour la démocratie. Je veux faire tous mes efforts pour qu'elles prennent le tournant de l'avenir et qu'elles soient à la pointe de l'activité et de la prospérité de notre pays.**

C'est avec la volonté de réaliser ce programme que je me présente au suffrage des électeurs. Après des années et des années d'incertitude et de déséquilibre, après l'épreuve de guerres longues et épuisantes, la France peut et doit aujourd'hui se forger des institutions solides, fondées sur le civisme des Français et non sur le prestige d'un homme, pour participer à l'émouvante aventure du monde moderne.

**IL FAUT SAISIR CETTE CHANCE, C'EST CELLE DE LA PROSPERITE ET DU PROGRES, C'EST AUSSI CELLE DE LA LIBERTE HUMAINE.**

# Michel SOULIÉ

ANCIEN MINISTRE
REDACTEUR EN CHEF DE « LA TRIBUNE » — AGREGE DES LETTRES
CONSEILLER MUNICIPAL DE SAINT-ETIENNE

**SUPPLEANT EVENTUEL :**

# Docteur Jean PIBAROT

S.N.I.L.R. — Saint-Etienne